

# DIOGÈNE

Revue trimestrielle  
publiée sous les auspices du Conseil international  
de la philosophie et des sciences humaines  
et de la Libre Università de Langue e Comunicazione IULM  
et avec l'aide de l'UNESCO



## L'UTOPIE AUTREMENT

Carla DANANI

Roberto MORDACCI

Sergey ZANIN

Carla DANANI

Abel KOUVOUAMA

Ingrid HOLTEY

### Sources

Thierry PAQUOT

Laura TUNDO FERENTE

Babette BABICH

Mohamed MAOUHOUB

Micaela LATINI

Alain J.-J. COHEN

### Perspectives

Lionel OBADIA

NIE Zhiqi

Alfredo PENA-VEGA

Jacqueline DUTTON

Alessandra SANNELLA

Nino FOURNIER

Sergio LABATE

### Compte rendu

Sergey ZANIN

Notices bio-bibliographiques des contributrices et des contributeurs

*Avant-propos*

*Essence et méthode de l'utopie*

*L'existence sociale de l'utopie*

*Éloge de l'utopie*

*Les figures narratives et descriptives de l'utopie : entre nature et communauté / société*

*Les formes changeantes de l'utopie de Thomas More à Jürgen Habermas*

*Les lieux des utopies. Petit catalogue commenté*

*Utopie et modernité*

*Latmosphère, le parfum et la politique de l'utopie : Lucien, Nietzsche et Illich*

*Utopie et histoire : esquisse du cas de l'Islam*

*La mort et l'utopie. Une réflexion à partir d'Ernst Bloch et de Vladimir Jankélévitch*

*Anamorphoses dystopiques dans Contagion de Soderbergh. L'Autre du désir.*

*L'Autre de la mort*

*Auroville, archétype ou antonyme d'utopie ?*

*L'Utopie du peuple ? Commentaire sur les propos autour de la démocratie dans la Chine contemporaine*

*Pour une utopie réaliste de « Terre-Patrie »*

*Rêver le vin : les potentialités utopiques du terroir*

*L'utopie de la santé 3D*

*Le libéralisme à l'épreuve de l'utopie socialiste*

*Utopie et capitalisme : un corps à corps*

*Michel Blay (2021). À vif. Penser la vie au-delà du concept*

# 273-274

Janvier-Juin 2021

# POUR UNE UTOPIE RÉALISTE DE « TERRE-PATRIE »

*par*

ALFREDO PENA-VEGA

*Il suffit de regarder les hommes en face  
pour savoir ce qu'ils valent...*  
(Francisco Coloane, *Terre de Feu*). À J...

## *Introduction*

L'expression Terre-Patrie continue à être perçue comme un oxymore et sa relation (au monde) demeure toujours strictement économique (Leopold 2019). Or, cette Terre est d'abord un lieu impossible, un lieu inattendu (Morin 1993). Selon Morin, l'homme est un accident de l'histoire de la Terre dont il représente, avec tous les cerveaux qui la couvent, une « psychosphère » vulnérable, et peut-être unique. Moment de rupture, fragile, parce que l'histoire de la Terre se poursuit avec son centre en ébullition, sa croûte en mouvement tectonique, son écologie en changement continu, subissant l'incidence de l'activité humaine et la « menace damocléenne » représentée par le feu nucléaire, la pollution de l'air, de la terre et de l'eau (Guattari 2016). Dans cette ère planétaire, jamais l'homme n'a été aussi près de sa ligne de faille, fragile donc, près de la catastrophe, voire de l'abîme. Désormais, cette fragilité, qui nous a été rappelée par une multitude de crises, s'inscrit dans un constat qui s'impose à nous. Nous aurions davantage conscience de « perdre la Terre » pour paraphraser métaphoriquement le livre de Nathaniel Rich (2019). Dans un de ses récents écrits, Philippe Descola (2017) affirmait que les anthropologues ont acquis une grande maîtrise au cours du dernier siècle pour faire parler les plantes, les animaux, les rivières et les bois à travers les humains, les êtres vivants. Je me permettrais de reformuler ses propos, car à mon sens, ce que les anthropologues ont vraiment acquis, c'est la capacité de contempler, à travers le regard des populations autochtones, les êtres vivants : les plantes, les animaux, les rivières et les bois, etc. Cela traduit une remise en question profonde de l'anthropocentrisme. Est-ce une autre façon d'appréhender nos rapports perceptifs au monde (Abram 2013) vis-à-vis de la nature, du vivant, et d'une manière générale de notre terre nourricière ?

En quoi les enjeux écologiques de la planète relèvent-ils d'une approche de « Terre-Patrie » ? Au sein de notre environnement (territoire, région, nation) à l'intérieur de notre continent (l'Europe, l'Afrique, etc.) et sur la terre entière, nous devons affronter des désastres écologiques gigantesques. Nous nous rendons compte qu'il nous faut d'une vision renouvelée, une autre lecture qui permette de revisiter la notion de Terre. Sans doute, le moment est-il venu de reformuler un grand dessein [utopique] à travers le concept prémonitoire de « terre-patrie » forgé par Edgar Morin (1993). C'est sous l'angle d'une « nouvelle écologie » anthropolitique que Morin (1993) nous invitait à une prise de « conscience terrienne », cela bien avant l'apparition des thèses de Paul Crutzen (2010) sur l'anthropocène.

La constellation discursive autour de la pensée écologique de Morin, que l'on retrouve notamment dans son livre *Terre-Patrie* (1993) a été largement sous-estimée, mal appréhendée. Ses écrits relèvent d'une autre relation entre les humains et la nature. Il s'agit d'une lecture « multidimensionnelle » où l'histoire, l'anthropologie, l'écologie, la philosophie politique s'insèrent dans une conception plus globale, où la politique intègre l'écologie qui intègre à son tour la politique. De ce fait, le concept de « terre-patrie », car il s'agit bien d'un concept, suggère de l'interdépendant, en englobant les phénomènes globaux les uns dans les autres et en abattant les barrières fictives. L'analyse par Morin d'une crise planétaire n'est pas seulement un constituant immanent d'une réalité historique, politique, anthropologique, contre les tyrannies qui régissent une partie du monde tout autant que la barbarie glacée du calcul et du profit, de la haine et du mépris, qui sont la source principale de maux contemporains.

En 1993, nous étions depuis peu entrés dans un nouvel environnement avec l'effondrement d'un ordre mondial bipolaire, et dans une ère d'incertitudes marquée par l'émergence de crises de tous ordres, dans tous les domaines, partout à travers la planète. C'est ce qui favorisait la multiplication de réactions négatives marquées par la peur de l'autre, par la montée des intolérances, qu'elles se réclament des nations, des nationalismes, des religions ou qu'elles soient de dimension ethnique. Nous revoilà dans le même scénario.

Il ne s'agit pas de dissoudre nos crises planétaires dans une problématique générale, mais de montrer que ce concept repose sur le recours à la réalité historique concrète. L'individu n'arrive pas à s'organiser de façon intelligente pour assurer sa survie et son épanouissement dans le contexte planétaire global. On doit admettre que dans cette ère planétaire (la sixième) où tout a été mis en communication avec tout et où tout s'est progressivement globalisé, le plus frappant est que les crises ne sont ni éphémères, ni localisées, qu'elles deviennent planétaires, comme c'est le cas avec la crise sanitaire, le désastre climatique, l'affaiblissement de la démocratie, etc. On n'assiste pas seulement à une inversion épistémique de notre

« état du monde », mais à une inversion effective de la manière de regarder le monde, laquelle a pour fondement objectif la prise de conscience d'un mode de l'agir qui lui corresponde. Autrement dit, nous n'avons pas à faire à une vision réductionniste de l'écologie : « de l'être humain comme être naturel » (Guattari 2018 : 326), mais, au contraire il s'agit de poser un horizon anthropologique pluriel de l'écologie, l'utopie d'une écologie de la « terre-patrie ».

On défendra l'idée que c'est le destin de l'identité humaine qui se joue dans la crise planétaire en cours. La conscience écologique qui prend de plus en plus de place dans nos visions au monde, contribuerait à nous faire prendre conscience de notre relation avec la Terre, le monde vivant (humains, non-humains) la biosphère et au sens large de la planète Terre.

#### *Au-delà de l'horizon...*

Toutefois, dans cette nouvelle relation au monde vivant (humains et non-humains, plantes, fleuves, etc.) et à la biosphère, il faudrait commencer par concevoir une « refondation » du concept de « Terre-Patrie », en intégrant parmi les fondamentaux de cette quête d'une utopie de Terre-Patrie, la prise en compte des humains et non-humains : animaux, plantes, fleuves, etc. Ceci constituerait un véritable apport d'un point de vue ontologique et anthropologique dans une réflexion qui reste à construire d'un point de vue paradigmatique. Pour cela, il faut retravailler les principes, biologique, anthropologique, politique et éthique du concept « terre-patrie ». Il nous faut une proposition robuste qui consistera à « provincialiser terre-patrie » afin que celle-ci ne devienne pas le modèle de la pensée [historique] hégémonique, mais plutôt une pensée critique dans une vision pluri-universelle comme le suggère Chakrabarty (2009). *Provincialiser terre-patrie* va de pair avec un effort pour « défamiliariser » un anthropocentrisme « séculaire ». J'estime qu'il faut déplacer l'anthropocentrisme de son centre hégémonique et de son articulation avec une représentation unique, afin de pouvoir prendre en compte d'autres manières de l'importance des humains et des non-humains dans l'avenir d'une Terre-Patrie. Il s'agit d'une tentative de libérer notre pensée, « [...] de sortir, pour un moment, de notre enveloppe humaine pétrie de doutes pour s'ouvrir aux pensées vivantes sauvages au-delà de l'humain [...] » (Kohn 2017 : 297). Alors que « c'est à travers le conflit, plutôt que par le partage, que les relations humains-animaux sont abordées », [une] « approche géographique tente de dépasser la vision hiérarchisant les humains par rapport aux autres animaux et aux végétaux non domestiques, en étudiant la localisation et les territoires de chacun dans l'espace et dans le temps » (Bortolamiol et al. 2022 : 235).

À quoi la Terre et les terrestres font-ils face aujourd'hui et à quoi devront-ils faire face demain, en 2050 ?

Les écrits prémonitoires de Morin ont (re)défini la relation entre l'humanité et la nature en recourant à l'idée radicale selon laquelle le problème écologique nous oblige à envisager la restructuration, je dirais la transformation, de la vie et de la société humaine (Morin 2007) et non humaine. C'est là, à mon sens, qu'apparaît sans conteste la pertinence de la lecture de « l'avenir de terre-patrie » (Pena-Vega 2021). En tant que concept, « terre-patrie » constitue un fil conducteur pour toute réflexion concernant le destin planétaire. À partir de celui-ci, la crise de la philosophie politique fait apparaître une perspective jusqu'ici sous-estimée par une certaine pensée historique, c'est la critique de l'utopie approfondie et vigoureusement attaquée par Hans Jonas dans *Le Principe de responsabilité* (1979), parce que l'utopie « marxiste représenterait avec le pacte qui le lie étroitement à la technologie, une version "eschatologiquement" radicalisée de ce vers quoi nous mène de toute façon, sous le signe du progrès » (Jonas 1979 : 388).

#### *Nous, ici et maintenant*

Notre ère planétaire traverse des turbulences intenses, tous les ingrédients sont réunis pour une mise en perspective d'un certain nombre de défis d'avenir. Au moment où les effets du réchauffement climatique continuent à donner des signes d'emballement avec des événements extrêmes (hausse de températures, inondations, sécheresse, etc.), au moment où nous entrons dans une période de régression et d'insuffisance démocratique, le moment est venu de construire l'interdépendance. Une interdépendance comme un projet, en nous engageant à reconnaître notre responsabilité et notre solidarité à agir, collectivement et par l'intermédiaire des États et des Communautés (infra et supranationales), pour identifier, défendre et promouvoir les valeurs et intérêts communs de l'humanité.

Il y a peu de temps, quinze mille scientifiques issus de 124 pays publièrent un avertissement à notre terre-patrie (McKibben 2020). Ce fut un avertissement sans appel sur l'état de notre planète : baisse des ressources en eau potable, expansion des « zones mortes » dans les océans, diminution catastrophique de la biodiversité, déforestation à un rythme vertigineux, en Malaisie, Centre Afrique, en Amazonie (Bolivie, Brésil, Colombie, Pérou et Guyane Française). Ces scientifiques nous mettent en garde « qu'il sera trop tard pour modifier notre trajectoire ». Les décideurs politiques n'ont pas écouté. Quelques années après, c'est par la preuve que nous réalisons que nous avons atteint tragiquement un « malheur inévitable » (Saito 2021 : 63), qu'il conviendrait de supporter tranquillement les points de bascule – *tipping points* – (Lenton et al. 2019). La question

est de savoir si nos sociétés modernes sont devenues fragiles face à ces menaces ?

Nous sommes donc à un tournant décisif dans notre manière d'appréhender, voire de concevoir notre terre-patrie. Les événements globaux convergent, et leur simultanéité n'est pas le fait d'un malheureux hasard. Ils relèvent tous d'une seule et même profondeur. Ils sont semblables à tous ceux qui ont jalonné le cours de l'histoire de l'humanité. Pourtant, il y a une différence, en ce que la crise que nous traversons, celle de la pandémie, est la première véritable crise planétaire de notre siècle. En ce sens, nous prenons conscience que nous ne savons plus habiter la terre et que nous ne savons plus *la cohabiter*. Même en étant très optimistes sur les capacités technologiques à venir, l'aptitude à recycler ou à économiser les matières premières que nous consommons, le contrôle de la pollution, ou encore le niveau des ressources naturelles, il n'est pas étonnant que cette idée de l'effondrement soit aujourd'hui tant redoutée par ceux qui théorisent une « collapsologie » à la suite des travaux de Tainter (1988).

Nous sommes confrontés à une vraie interrogation quant à la prise de conscience des bouleversements passés, la transformation d'un mode de vie de pays riche qui, comme l'affirmait George H. Bush dans son discours au sommet de la Terre de Rio de 1992 ne serait pas négociable. Voilà notre drame, de ne rien vouloir apprendre de nos expériences passées. Il y a quarante ans, nous aurions pu sauver la Terre... et nous n'avons rien fait. Or, le prochain trentième anniversaire du Sommet de la Terre de Rio est une façon de rappeler que depuis, l'avenir de l'humanité se trouve compromis par l'inaction de nos décideurs politiques. Ironie de l'histoire, ce sont les milliardaires de l'« hyper modernité », maîtres des TIC qui privatisent notre futur avec la prétendue mission d'œuvrer, au travers de la science, au bien de l'humanité. Et de contrôler par toute une série de mégaprojets technologiques un récit du rêve de la conquête du futur. Autrement dit, privatiser notre avenir.

Nous n'en sommes plus aux débats du début des années 2000 sur les bienfaits de la globalisation, débats entre les pessimistes et les optimistes ; désormais les discussions se concentrent plutôt sur le modèle de civilisation que nous voulons : un modèle d'abondance outrancière (*hubris*) ou un modèle de sobriété (neutralité carbone, frugalité en matière de consommation, etc.). L'alternative devant laquelle nous sommes collectivement placés est celle-ci : *ce sera l'abîme ou ce sera la transformation*.

Pour surmonter ce dépassement, Guattari affirme « qu'il est [...] nécessaire pour faire face aux enjeux gigantesques de notre époque, de réorienter radicalement ses finalités, de passer d'une écologie passéiste crispée sur la défense de l'acquis vers une écologie future [utopiste] tout entière mobilisée vers la création » (Guattari

2018 : 18). Nous reviendrons plus loin sur cette idée de l'écologie du futur.

Notre modèle de civilisation vient de subir une de ces plus profondes mises en cause, le modèle dominant actuel s'avérant incapable de se réinventer radicalement, parce que les principes économiques enracinés dans nos sociétés ne répondent qu'à l'intérêt de court terme et à des logiques de croissance et d'accumulation de richesses, chères aux libéraux adeptes de la « main invisible » du marché. En outre, les modes de vie (individuels et collectifs) se trouvent profondément bouleversés en raison d'une « pandémie sociale » due aux effets existentiels du confinement suite à l'épidémie de la Covid-19. Les questions que l'on mériterait de se poser maintenant sont les suivantes : Qui suis-je ? Qui sommes-nous ? Que nous arrive-t-il ? Que sommes-nous en train de devenir ? Comment avons-nous été transformés ?

Dans ce dialogue avec nos contradictions, je reprendrai cette idée jadis proposée par Axelos : « repenser ce qui jamais n'a été radicalement pensé et penser en direction du pas suivant » (Axelos 1991 : 153) ; c'est-à-dire un pas en direction d'une utopie de « terre-patrie » pour une écologie de l'avenir.

#### *« Terre-Patrie » utopie « réaliste » ou réalisme impossible ?*

L'utopie, affirmait Marcuse, est un concept historique. « Elle qualifie des projets de transformation sociale qu'on tient pour impossible » (Marcuse 1968 : 8). Quelle est donc cette utopie « réaliste » ou « impossible » caractérisée par des menaces planétaires : écologiques, climatiques, sociales et politiques ? Est-ce l'incertitude, l'inattendu, l'imprévisible ? Ou tout cela à la fois : le doute, l'erreur, ainsi que les incertitudes dans les connaissances, la représentation ou la modélisation des systèmes complexes.

Certes, l'inattendu révèle, d'une part, la nécessité d'intégrer dans notre mode de pensée le doute et l'erreur, condition sine qua non d'une recherche, d'un examen et d'une réflexion. D'autre part, l'inattendu possède un attribut annonciateur de catastrophes écologiques, politiques, qui sont l'occasion de prendre de nouvelles directions (Cyrulnik 2021). Nous devons nous emparer du problème de l'évolution du monde dans sa globalité pour tenter de cerner les limites d'un modèle dominant post-crise et si possible de ne plus les reproduire.

Certains pensent que les menaces régressent, d'autres qu'elles se développent à une vitesse vertigineuse, d'autres que cela sera en fin de compte positif, ou apocalyptique, ou même que ces menaces sont parmi tant d'autres celles que l'humanité doit surmonter et, pour d'autres encore, que c'est le problème le plus grave auquel elle a jamais été confrontée. Les menaces sont ressenties parfois en termes

de pertes économiques, d'injustice, ou de risques existentiels aux effets irréversibles. Nous pourrions donc comprendre l'importance que l'on attribue aux menaces, tant les menaces présentes que celles qui se profilent à l'avenir (Ord 2020). Dans cette diversité des points de vue, il faut souligner l'apport souvent controversé du sophisme qui fait du non-advenu une impossibilité. Comme l'affirme Dupuy, « un événement qui ne se réalise jamais doit être tenu pour impossible » (Dupuy 2021 : 40). Une illustration parfaite est le discours des pro-nucléaires français qui considèrent qu'un accident nucléaire en France est impossible ! Une sorte de « négation » de la portée d'un possible désastre.

Cependant, au travers de cette diversité de pensées se dégage une question de fond : comment pouvons-nous accepter que les activités industrielles et les modes de vie qui sont les nôtres contribuent chaque jour à la destruction d'écosystèmes entiers – forêts, fleuves, océans – ainsi qu'à l'extinction d'espèces innombrables (Abram 2013) ? On pourrait adhérer pleinement aux contours de cette question, mais au-delà de ce constat, comment faire, dans un monde d'incertitudes, pour « aboutir à la promotion d'une nouvelle conscience planétaire [qui] résidera donc dans notre capacité collective à faire émerger des systèmes de valeurs échappant au laminage moral, psychologique, social [et politique] auquel procède la valorisation capitaliste uniquement axée sur le profit économique » (Guattari 2016 : 499).

Les incertitudes font partie du destin de l'humanité. Il nous faut donc vivre et penser avec elles. La première incertitude est celle du quotidien : l'incertitude sur ce qui va se passer dans l'avenir, en dépit des difficultés existentielles, ce constat n'est pas une mauvaise nouvelle. Il existe, une autre incertitude, selon Ord, à savoir « l'incertitude morale : incertitude sur la nature de nos engagements éthiques » (Ord 2020 : 56).

Précisément, d'un point de vue moral, on constate une prise de conscience croissante, bien que parfois partielle, des dangers qui menacent l'environnement naturel de nos sociétés. De plus, la reconnaissance des incertitudes est ce qui caractériserait la crise globale actuelle. La recherche d'une issue aux désordres planétaires, qu'ils soient sanitaires et/ou climatiques, sont-ils *concomitants* en termes de défis ? Les négociations sur le changement climatique, hier à Paris (COP21) et récemment les décevantes conclusions de Glasgow (COP26), le tsunami social de la pandémie, etc., mettent en évidence l'idée impérative d'une « alternative » qui tienne compte de notre communauté de destin, laquelle appelle à la proclamation du principe de l'inter-solidarité planétaire. Ce principe implique, d'une part, de reconnaître une diversité fondée sur un esprit de tolérance et de pluralisme, d'autre part, d'organiser, dans cet esprit, les processus d'intégration associant à la fois les individus, les

organisations détentrices de pouvoirs, les États et la Communauté internationale. Comme l'affirmait Passet, « le destin du monde, celui qui nous amène à l'affrontement théorique – ou idéologique si l'on préfère – est celui d'un rapport de force » (Passet 2001 : 157). La complexité du monde nous trouble car le cloisonnement des sciences débouche sur l'infirmité de la pensée : bien que nous soyons dans une « société de la connaissance », nous souffrons de carences cognitives et/ou nous continuons à concevoir la vision du monde dans une logique de « rationalité cognitive instrumentale ». Nous avons besoin d'un élan nouveau vers une politique planétaire et/ou une politique de l'humanité pour sauvegarder le meilleur de la politique de développement et le meilleur de chaque civilisation.

Les décideurs politiques sont à l'image de la science : cloisonnés, dispersés, chacun s'occupant de son propre jardin. Pourquoi, dans ces conditions, l'objectif de problématiser une autre alternative peine-t-il autant à s'imposer dans les faits ? Parce qu'il se heurte à de multiples intérêts économiques, financiers, scientifiques, assurément. Mais aussi peut-être, pour une raison plus subtile et plus troublante : la difficulté de remettre en cause une vision paradigmatique dominante de notre système prédominant ou encore les analyses coût-bénéfices qui semblent toujours pencher vers l'inaction (Rich 2019). Les certitudes qui tendent à s'imposer partout empêchent ainsi une véritable pensée radicale, c'est-à-dire de penser les défis pertinents et les désirs. Selon Viveret (2009), le problème n'est donc pas d'ordre économique, mais concerne un dérèglement de l'humanité dans l'« ordre du désir » (Morin & Pena-Vega 2009). Ou sur une vision plus optimiste, comme l'affirmait Westbroek (1998), les vagues d'inquiétude qui balayent nos sociétés peuvent avoir des effets positifs. Cette vision annonce peut-être de nouvelles relations entre les humains et notre « terre-patrie » : « Nous devons non seulement comprendre le fonctionnement de notre planète mais aussi évaluer les conséquences de nos actions et mettre sur pied une politique écologique efficace » (Westbroek 1998 : 200).

L'utopie [réaliste] est-elle liée au principe d'incertitude ? Parce qu'elle est constitutive de notre condition humaine, parce qu'elle est au cœur de tout effort de pensée. Faut-il élaborer une théorie globale, capable de rendre compte de l'intégration de la nature et de notre « terre-patrie » ? Bien que nous soyons conscients du problème écologique planétaire, nous sommes incapables de le poser en termes clairs. Comme il est admis par nombre d'auteurs (Jamieson, Kelly, in Pena-Vega 2021), notre « terre-patrie » est devenue une réalité [réflexive] concrète : la réalité concrète de la solidarité responsable et objective de l'humanité dans laquelle les destins singuliers des nations perturbent ou modifient le destin mondial. Les menaces écologiques, climatiques, démocratiques qui pèsent sur la biosphère ont fait émerger l'ébauche d'une conscience de la communauté de destin

de tous les peuples de l'humanité et de l'humanité entière dans une dimension planétaire. Dans ce sens, en transposant la définition de l'utopie de Marcuse (1968), « terre-patrie » constituerait un concept historique compris comme impossible à réaliser en tant que projet d'une nouvelle société, parce que les facteurs subjectifs et objectifs de la situation sociale dans laquelle nous nous trouvons s'opposent à cette transformation.

*Demain, la Terre, un tournant anthro-politique*

Cette nécessité d'une prise de conscience planétaire doit nous conduire, nous les « humains » (comme disent les Inuits), à nous assigner deux objectifs primordiaux, d'une part, assurer la survie de l'humanité et, d'autre part, la faire sortir de la barbarie où elle est toujours plongée. Comment atteindre ces objectifs ?

Nous sommes désormais confrontés à un véritable dilemme, corollaire des politiques du laisser-faire et du tout-économique. Tout ceci repose sur une croyance erronée : le modèle dominant actuel peut se perpétuer et la Terre demeurera à peu près en état, au moins durant encore quelques décennies. Toujours enfermée dans cette logique de pensée, l'humanité pourrait se retrouver bientôt prise au dépourvu et confrontée à la plus redoutable épreuve de son histoire. L'accélération effrénée du dérèglement climatique en cours va balayer l'environnement confortable auquel nous sommes adaptés.

Nous sommes convaincus que nous devons dépasser l'idolâtrie de la croissance. Pour mieux affronter les problèmes concrets de nos sociétés qui sont essentiellement multidimensionnels, il est également nécessaire de sortir du cloisonnement disciplinaire auquel nous avons été condamnés dès les premiers pas à l'école élémentaire. La science ne peut ni ne doit être une collection de disciplines cloisonnées. Elle doit, pour garder un sens, être partagée avec tous, tant dans ses orientations que dans ses résultats.

Il n'est plus possible de continuer sur la même trajectoire, ni d'aménager les orientations actuelles à l'aide de quelques recettes. Il s'agit d'infléchir notre trajectoire, ce qui signifie, tout d'abord, admettre de prendre conscience que surmonter « l'impasse planétaire » (Guattari 2018 : 33) dans laquelle nous nous trouvons, passe par la compréhension que l'humanité et la biosphère sont indissociables, l'avenir de l'une et de l'autre étant également tributaire de notre « communauté de destin terrestre » (Morin 1993 : 213).

Nous voici maintenant à la croisée des chemins. Deux trajectoires s'offrent à nous, mais elles ne sont pas également belles. Celle qui prolonge la trajectoire que nous avons déjà trop longtemps suivie est trompeusement dangereuse. C'est la voie où tout bascule dans ce début de siècle (Virilio 1995), à l'heure où toutes les vitesses nous sont

promises, l'immédiate mais aussi le manque d'une compréhension profonde de l'histoire et de la société humaine, qui mène droit au désastre. Le deuxième chemin n'est nullement promis à la victoire, mais nous offre – qui sait – notre dernière et unique chance d'atteindre une destination qui garantira la préservation de notre « terre-patrie ». Cette réflexion, laisse à peine deviner l'immensité de ce travail, les combats, les reprises en main, et dissimule de surcroît qu'il y a véritablement un choix : non pas le *happy end* d'une solution de type discursif mais un *happy beginning* par l'action à travers une possible transformation sociale radicale...

### *Conclusion provisoire*

En guise de conclusion, je voudrais soulever un aspect potentiellement polémique. Certains.es entendent relier les catastrophes écologiques et planétaires à la question du patriarcat (Burgart-Goutal 2017 ; Goldblum et al. 2020 ; Lejeune et al. 2021) et peuvent trouver que cette proposition utopique « terre-patrie », serait une sorte d'utopie régressive, dans le sens où le mot « patrie » revêtirait une connotation en lien avec le patriarcat. Or, ici, le terme patrie doit être interprété dans le sens d'une prise de conscience que nous sommes tous issus d'un même tronc et d'une même matrice (Matries) : la Terre, à travers l'évolution biologique. Dans l'histoire de notre histoire (Brunet 2016), c'est un lien qui est enraciné dans les origines de l'humanité, une communauté d'origine et de nature – qui permet une extrême diversité d'individus. « Les peuples sentent leur patrie dans la mesure où ils se reconnaissent dans une même origine, y compris mythologique – Vercingétorix, Clovis –, dans une communauté de culture, et de destin. Ces enracinements, cette idée de communauté sont les préliminaires à la constitution de la démocratie à l'échelle terrienne » (Morin 1997 : 18) Comme le pensait déjà Bloch (2016), l'utopie s'incarne dans les détails du quotidien, dans les émotions à peine formulées, des rêveries tenaces. Elle est avant tout du domaine de l'attente !

Alfredo Pena-Vega

(Institut Interdisciplinaire d'Anthropologie du Contemporain-  
IIAC – EHESS/CNRS)

### *Références*

- Abram, D. (2013) *Comment la terre s'est tue. Pour une écologie des sens*. Paris : Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte.  
Axelos, K. (1991) *Métamorphoses*. Paris : Éditions de minuit.

Bloch, E. (2016) *Du rêve à l'utopie. Entretiens philosophiques*. Paris : Éditions Hermann

Bortolamiol, S., Cohen, M., Krief, S. (2022) « Forêt, Humains, Chimpanzés, une relation complexe », dans J.-F. Marmion (dir), *Psychologie des animaux*. Auxerre : Éditions Sciences Humaines.

Burgart-Goutal, J. (2017) *Être écoféministe. Théories et Pratiques. Dictionnaire des féministes*. Paris : Puf.

Brunet, M. (2016) *Nous sommes tous des Africains. À la recherche du premier homme*. Paris : Odile Jacob.

Chakrabarty, D. (2009) *Provincialiser l'Europe—La pensée postcoloniale et la différence historique*, trad. O. Ruchet et N. Vieillescazes. Paris : Éditions Amsterdam.

Crutzen, P. (2010) « Anthropocene man », *Nature*, vol. 647, n° 7317 : 10.

Cyrulnik, B. (2021) *Des âmes et des saisons*. Paris : Odile Jacob.

Descola, Ph. (2021) « *Rendre visibles des choses invisibles* » *Philosophie magazine*, propos recueillis par A. Lacroix, n° 152, septembre : 65–70.

Guattari, F. (2016) *Qu'est-ce que l'Écosophie ?* Fécamp : Éditions Lignes.

Goldblum, C., D'eaubonne, F. & Latouche, S. (2020) *L'écoféminisme*. Paris : Éditions Le Passager clandestin.

Jonas, H. (1979) *Le Principe de responsabilité*. Paris : Éditions Flammarion, Champs/Essais.

Jacoby, K. (2021) *Crimes contre la nature*. Toulouse : Anachasis Éditions.

Kohn, E. (2017) *Comment pensent les forêts. Vers une anthropologie au-delà de l'humain*. Bruxelles : Zones Sensibles.

Lejeune, C., & D'eaubonne, F. (2021) *Naissance de l'écoféminisme*. Paris : Puf.

Lenton, T. M., Rockström, J., Gaffney, O., Rahmstorf, S., Richardson, K., Steffen, W., & Schellnhuber, H. J. (2019) « Climate tipping points—too risky to bet against. Comment », *Nature*, vol. 575, 28 novembre : 592–595.

Leopold, A. (2019) *L'éthique de la terre*. Paris : Éditions Payot & Rivages.

Marcuse, H. (1968) *La fin de l'utopie*. Paris : Éditions du Seuil.

McKibben, B. (2020) *Humanicide ou la fin d'un règne. Quand l'avenir de l'homme a-t-il basculé ?* Paris : Massot éditions.

Morin, E. & Kern, A.-B. (1993) *Terre-Patrie*. Paris : Éditions du Seuil.

Morin, E. (1996) *Pour une utopie réaliste*. Paris : Aléa.

Morin, E. (1997) *Régression et incertitude démocratique*. Cahiers d'Europe. Cultures, Sociétés, Politiques. Bruxelles : Éditions du Félin, n° 2, Printemps-Été.

Morin, E. & Pena-Vega, A. (dir.) (2009) *Au-delà du développement. Pour une politique de l'humanité*. Poitiers : Atlantique Éditions.

Pena-Vega, A. (dir.) (2021) *L'avenir de Terre-Patrie. Cheminer avec Edgar*. Paris : Actes Sud.

Passet, R. (2001) *Éloge du mondialisme par un "anti" présumé*. Paris : Fayard.

Rich, N. (2019) *Perdre la Terre. Une histoire de notre temps*. Paris : Éditions du Seuil.

Saïto, K. (2021) *La nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*. Paris : Éditions Syllepse.

Tainter, J.A. (1988) *The collapse of complex societies*. New York : Cambridge University Press.

Virilio, P. (1995) *La vitesse de la libération*. Paris : Éditions Galilée

Westbroek, P. (1998) *Vive la Terre. Physiologie d'une Planète*. Paris : Éditions du Seuil.